ELECTRICES, ELECTEURS,

Tous les partis, sauf le Parti Communiste ont participé depuis plus de 10 ans au gouvernement et vous ont promis, chaque fois, que tout irait mieux demain.

De Gaulle, et les mêmes hommes ont appelé à voter OUI en vous répétant : « tout ira mieux demain ».

Qu'y a-t-il de changé sinon que les choses s'aggravent.

TRAVAILLEURS DES VILLES

■ Vous vivez de plus en plus mal. On vous avait dit : « Produisez davantage et tout ira bien ». Aujourd'hui vous pouvez constater qu'on vous a menti. Vous avez augmenté la production mais vos salaires sont restés bloqués alors que la vie est plus chère (viande, vin, charbon...) ; et maintenant dans de nombreuses entreprises les horaires sont diminués. Dans certains cas même des licenciements sont opérés.

Chez SIDEM au Puy, l'horaire est ramené de 48 et même 54 heures à 40 ce qui entraîne une diminution de salaire de 6 à 10 000 frs par mois. Il en est de même dans plusieurs entreprises d'Aurec, dans l'habillement, dans les moulinages, dans certains ateliers de métallurgie...

Le gouvernement et les députés de la majorité se sont élevés à plusieurs reprises contre l'augmentation de 20 % des Allocations familiales proposée par les députés communistes.

PAYSANS

■ Vous êtes les frères de misère des ouvriers. L'écart grandit entre les prix à la production et les prix à la consommation. Ces dernières semaines les veaux et les porcs ont baissé mais la viande est toujours aussi chère. Le vin payé 65 fr. le litre à la production coûte toujours 25 et 30 fr. le verre dans les cafés.

Le gouvernement et les députés de la majorité ont refusé la proposition communiste déposée le 21 juin 1955 vous octroyant, comme aux ouvriers, le bénéfice d'une assurance maladie, chirurgie et maternité.

ARTISANS ET PETITS COMMERÇANTS

■ Vos impôts ont encore augmenté alors que les bénéfices des grosses sociétés et des grandes banques sont exonérés.

VIEUX

■ Vous achevez dans la détresse une vie de labeur. L'allocation vieillesse est ridiculement insuffisante. Les ressources du Fonds National de Solidarité permettraient cependant (comme l'avaient demandé les députés communistes — proposition n° 126 déposée le 25 janvier 56) de :

- relever sensiblement les plafonds des ressources.
- majorer les allocations de 20 %.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

■ Vous êtes d'éternels sacrifiés. Les députés sortants PEBELLIER et BARROT ont trahi leurs engagements à tel point que le 6 février dernier le Comité exécutif départemental de l'U.F.A.C. les dénonçait vigoureusement dans un communiqué publié par toute la presse.

LA GUERRE S'ETERNISE EN ALGERIE

■ La guerre d'Algérie vient d'entrer dans sa cinquième année. Cette guerre absurde qui saigne notre jeunesse et ruine notre peuple est menée pour le profit exclusif d'une poignée de capitalistes et de gros colons.

Plus de quarante jeunes de la Haute-Loire sont déjà tombés là-bas. Chaque jour deux milliards y sont engloutis, de quoi construire 1 000 logements (une ville comme Monistrol !)

DE GAULLE, comme ses prédessesseurs, exige la capitulation sans condition des algériens. Cette attitude ne peut que prolonger inutilement la guerre.

Pour obtenir la paix il faut **négocier** (et non exiger la reddition) avec les représentants du peuple algérien et tout d'abord avec les représentants des Algériens qui se battent.

C'est en faveur de cette négociation que les communistes luttent depuis quatre ans.

La guerre, une vie de plus en plus dure pour les travailleurs, alors qu'une infime minorité de parasites s'enrichit du sang et de la sueur du peuple, voilà la situation de la France.

Les responsables en sont ceux qui se sont succédés depuis 10 ans à la direction des affaires :

— les indépendants d'Antier et Pébellier, avec Pinay, Laniel...
— le M.R.P. de Barrot avec Bidault, Pflimlin, Bacon...
— les dirigeants socialistes de Bonin avec Lacoste, Mollet...

Tous ces gens-là ont conduit notre peuple à l'abîme. Pour camoufler leur sale besogne ils n'ont cessé de crier bien fort contre le communisme. L'anticommunisme leur a servi de paravent derrière lequel ils serraient le cou du peuple. C'est la vieille histoire du voleur qui crie : « Au voleur ».

En ce domaine les dirigeants socialistes méritent la palme. Trahissant sans vergogne la mémoire de JAURES, rejetant l'expérience du Front Populaire de 1936 et celle de la Libération acceptées par Léon BLUM pour le plus grand profit des travailleurs, ils sont devenus les alliés de la réaction.

Les élections du 2 janvier 56 avaient donné une majorité de gauche. Guy MOLLET refusa l'accord que nous lui proposions pour former un gouvernement à l'image de cette majorité. Il préféra s'allier avec la droite et le 6 février 56 il capitula à Alger devant les ultras. Aujourd'hui Mollet — pour prix de sa trahison — est ministre de De Gaulle, aux côtés de l'indépendant Pinay, du M.R.P. Pflimlin et du R.P.F. Soustelle.

Le Parti Communiste chassé du gouvernement depuis 1947 n'est en rien responsable de ce qui se passe. Il a la conscience tranquille. Dans le pays et au parlement ses militants et ses élus n'ont pas cessé un jour de lutter pour la paix et pour le bien-être du peuple.

Depuis 25 ans toutes les conquêtes sociales ont été obtenues grâce à l'appui déterminant des communistes.

En 1936, les communistes faisaient partie de la majorité du Front Populaire quand furent votées : les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives, l'office du blé.

A la Libération, avec les ministres communistes, furent obtenus : la sécurité sociale et les allocations familiales, les comités d'entreprise ; le statut de la Fonction Publique de l'E.D.F. et des mineurs ; la retraite des vieux ; le statut du fermage et du métayage.

Après les élections du 2 janvier 56, dans les premiers mois de la législature, grace aux voix des députés communistes ont été votés : les 3 semaines de congés ; le fonds national de solidarité.

C'est cette activité inlassable au service du peuple que la bourgeoisie ne pardonne pas aux communistes.

Le Parti Communiste pense que c'est le régime capitaliste qui est responsable de tous nos maux. Il est anormal que ceux qui produisent ne possèdent rien alors qu'une poignée d'individus soit propriétaire de presque toutes les richesses. Le but des communistes c'est de mettre le monde à l'endroit en donnant les instruments de production à ceux qui travaillent. Ainsi seraient supprimés pour toujours l'exploitation de l'homme par l'homme, les crises économiques, le chômage et la guerre.

Cependant, sans plus attendre, il est possible, grâce à l'unité de tous les républicains et à condition d'en finir avec l'anticommunisme de réaliser le programme suivant :

1. RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DU PEUPLE

- augmentation des salaires, traitements, pensions et retraites ;
- augmentation de 20 % des Allocations familiales ;
- retour à la semaine de 40 heures **sans diminution de salaires ;**
- création d'une assurance chômage aux frais du patronat ;
- aide aux petits et moyens paysans ; création d'une assurance maladie, chirurgie maternité ;
- construction de logements, écoles...

2. PAIX EN ALGERIE

Négocier avec ceux contre qui la France se bat. Etablir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

C'est la SEULE solution conforme aux intérêts de la France.

3. POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE ET DE PAIX

Coopérer avec tous les peuples sans exclusive. S'opposer à la remilitarisation de l'Allemagne et aux expériences atomiques.

4. REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT

Frapper le grand capital et les profiteurs de guerre.

5. GARANTIE DE L'AVENIR de la JEUNESSE

Par une réforme démocratique de l'enseignement et la création d'emplois nécessaires. Réduction du service militaire à 18 mois, premier pas vers les 1 an.

6. RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE.

Pour défendre ce programme la fédération communiste de la Haute-Loire a désigné comme candidat Jean MAURAS, instituteur en retraite à Pont-Salomon.

En 1914, Jean Mauras, mobilisé dans l'infanterie est envoyé sur le front. Pendant quatre interminables années il connaît la vie des tranchées. Il est blessé à deux reprises.

La guerre finie, il jure, lui l'ancien « poilu » de tout faire pour éviter une nouvelle tuerie. Sa haine de la guerre le pousse à adhérer au Parti Communiste, parti de la Paix.

Entre les deux guerres il est de toutes les grandes batailles de notre peuple : contre le fascisme ; pour le Front Populaire ; contre Munich.

En 1940, le régime de Vichy, aux ordres des allemands, le révoque et l'envoi en résidence surveillée dans un petit village des Pyrénées Mais, là-bas, il se met au service de la Résistance et organise des maquis F.T.P. A la Libération, il revient en Haute-Loire où il est nommé au Comité Départemental de Libération.

Voilà Jean MAURAS : une vie toute droite de fidélité au peuple et à son Parti.

Nos ennemis disent souvent : « les communistes ne sont pas français ». Et bien nous mettons tous nos adversaires au défit, d'Antier à Bonin en passant par Pébellier et Barrot : lequel d'entre eux peut présenter des états de service comparables à ceux de MAURAS.

Comme remplaçant éventuel de Jean Mauras, la fédération communiste a choisi son secrétaire fédéral Jean SOUCHAL.

Jean SOUCHAL a adhéré au Parti Communiste, dans les maquis en 1943. Depuis il a été de toutes les luttes pour les revendications des travailleurs, contre le réarmement allemand, contre les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie.

Père de famille nombreuse, Jean SOUCHAL a été élu vice-président de la Caisse d'Allocations Familiales.

Voilà notre programme, nos candidats.

Pour que ce programme puisse être réalisé notre Parti Communiste a besoin du soutien de millions et de millions de travailleurs.

Contre la politique néfaste de ces dernières années
Pour que ça change vraiment :

VOTEZ COMMUNISTE

VOTEZ :

Jean MAURAS

Remplaçant éventuel :

Jean SOUCHAL

♦ **Attention !** Il est interdit de panacher. Tout bulletin raturé sera nul. Votez sans toucher au bulletin.

IMP. ANICIENNE. — LE PUY